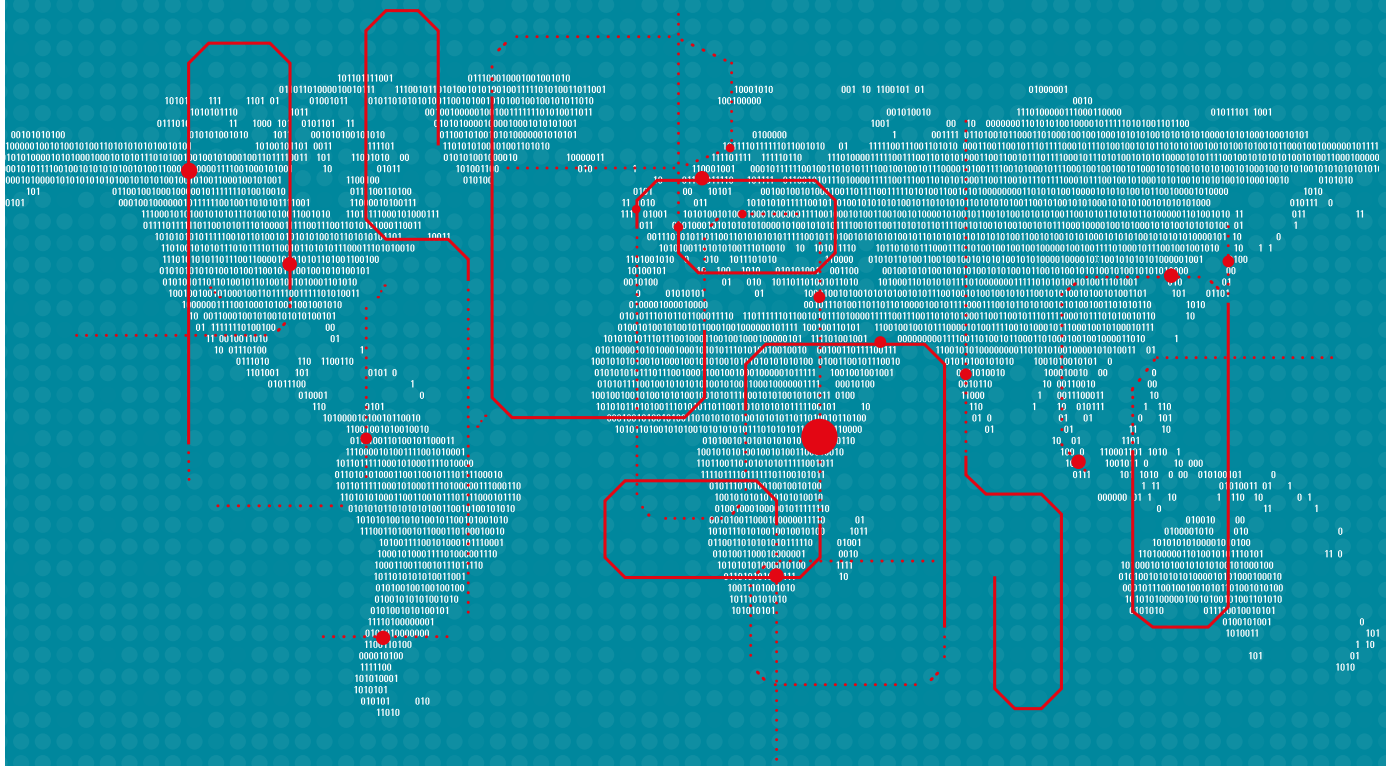


# DIGITAL | LAB DISRUPTION

# KENYA



## Présentation de l'écosystème numérique kenyan



- I. Fiche d'identité
- II. Analyse de l'écosystème
- III. Remerciements

# INTRODUCTION

## LE KENYA EST D'ABORD UNE ÉCONOMIE DE SERVICES, À LA SOURCE D'INNOVATIONS MAJEURES RÉPLIQUÉES DANS TOUT LE CONTINENT

Le PIB du Kenya, de 69 Mds USD en 2015, est constitué à plus de 50 % de services ; le niveau de développement des services de transports, de médecine, d'éducation ou encore financiers fait du pays une plateforme régionale. Son poids dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) lui permet de bénéficier pleinement de l'intégration économique au sein du marché commun de la CAE et de valoriser ainsi ses avantages propres, notamment son libéralisme économique, le dynamisme de ses entrepreneurs et de ses banques, ou encore la qualité de son système éducatif.

Le Kenya a su se montrer particulièrement innovant, combinant technologies numériques et services, notamment dans son système de paiement mobile M-Pesa, lancé en 2007 et repris partout dans le monde, ou encore M-Akiba, plateforme mobile de souscription d'obligations du Trésor inaugurée en mars 2017. Le secteur agricole représente quant à lui 30 % du PIB et, s'il occupe toujours les 2/3 de la population, a réussi l'internationalisation de certains secteurs - thé, fleurs, légumes verts. L'industrie représente 20 % du PIB et cette part relative tend à se réduire, ce qui illustre les difficultés du Kenya à passer d'une économie de comptoir à un stade industriel.

## UN PAYS LEADER EN AFRIQUE DE L'EST EN MATIÈRE D'INNOVATION

Avec près de 1% de son PIB 2015 consacré à la recherche et au développement de l'innovation, le Kenya domine l'Afrique de l'Est, et est l'une des principales plateformes africaines dans le domaine de l'innovation (dans l'économie numérique pour l'essentiel).

Mais il doit aussi relever des défis qui pourraient être un frein au développement des TIC à moyen ou long terme :

- Le développement des infrastructures et leur financement,
- La définition d'une stratégie de recherche et de développement,
- La formation professionnelle,
- Le renforcement de la cybersécurité.

Il se passe effectivement quelque chose de majeur en termes de transition digitale. Le principal problème de l'Afrique reste celui des infrastructures (électricité, réseau routier, transport aérien, télécommunications...). Or il existe une corrélation directe entre l'accès Internet haut débit et la croissance du PIB. La Banque mondiale calcule qu'une pénétration de 10 points supplémentaires de l'Internet haut débit améliore le taux de croissance des pays à bas revenus de 1,38 points. Par ailleurs, le développement de nouveaux services a des impacts notoires sur la qualité de vie et le niveau social des populations. Dans le domaine de l'agriculture par exemple, certaines applications donnent un accès en temps réel aux prix du marché et permettent d'augmenter les gains des producteurs.

Cependant, des progrès phénoménaux ont été faits sur le réseau mobile depuis 10 ans et le taux de pénétration du mobile y est de 79% contre 51% au niveau mondial. Or, c'est ce dernier qui est le premier outil d'accès à Internet, et donc à l'information et à de nouveaux services (financiers, sanitaires...), qui transforment la vie des populations.



## UN CHANGEMENT DE PARADIGME GRÂCE À L'INNOVATION ET AU NUMÉRIQUE

En Afrique de l'Est, l'innovation change la manière de faire les affaires et d'opérer pour les entreprises. Les jeunes entrepreneurs sont à l'avant-garde de cette mutation. Des équipes de développeurs et de programmeurs qualifiés se sont constituées au sein de structures telles que les centres d'innovation, les pépinières d'incubation et les accélérateurs. Leur but est de mettre en place des solutions qui capitalisent sur les multiples défis des pays et sur les opportunités qui en découlent. Les retombées positives, notamment économiques, sont déjà importantes.

Les pays d'Afrique de l'Est et en particulier le Kenya ont ainsi multiplié les espaces dédiés à l'innovation, les espaces de travail partagés, les accélérateurs et incubateurs. Ceux-ci catalysent l'innovation, la créativité et l'entrepreneuriat. Les espaces de coworking, tel Nairobi Garage, mettent à la disposition des start-up des lieux de travail souples qui hébergent plus d'une entreprise. **I-Hub, situé à Nairobi, est assurément l'incubateur le plus connu de la région. En 2014, il a été classé premier au palmarès des dix entreprises les plus novatrices d'Afrique, établi par la revue Fast Company.**

## LE KENYA, SYMBOLE DE L'INNOVATION INVERSÉE

L'innovation frugale repose sur l'inventivité de populations à faibles revenus simplifiant ou détournant un produit, un service ou un modèle d'affaires pour l'adapter et répondre à un besoin non satisfait.

**L'innovation inversée va au-delà de l'innovation frugale** en ce qu'elle suppose une boucle de rétroaction des pays émergents vers les pays développés et qu'elle part d'une feuille blanche et non d'un dispositif existant. Cette innovation est caractérisée par un produit conçu à partir des besoins des utilisateurs finaux. **Exactement ce qui s'est produit avec le lancement de M-Pesa.**

Les produits issus de l'innovation inversée **sont des produits à très forte valeur ajoutée** s'adressant d'emblée à un marché de masse, sans passer par l'étape early adopters. **La rentabilité est atteinte d'office via un effet de masse sur un produit à très faible marge et le marché adressé dans la plupart des cas est celui du Bottom of the Pyramid (BoP : 4 milliards d'individus vivant avec moins de 2.5 dollars par jour).**

Les trois facteurs clé de succès d'une innovation inversée ou sociale et solidaire :

1. L'innovation inversée existe en fonction **des besoins des marchés émergents** ;
2. Elle implique **la valorisation de l'expertise et des savoir-faire des personnels implantés localement, l'émergence de nouvelles compétences créatives chez ces individus, et la création d'un véritable écosystème local participatif** qui favorisera le développement de produits issus de l'innovation inversée et d'un business model fondu dans le tissu local.
3. Elle suppose une réelle **autonomie laissée aux équipes locales et de les laisser libres de partir d'une feuille blanche** pour créer de nouvelles solutions et définir un dispositif de gouvernance adapté à leur situation.

Le développement du digital dans beaucoup de continents et pays émergents suit cette logique en prenant en compte les spécificités culturelles, sociales et économiques locales : faible bancarisation ; peu ou pas de carte de crédit ; peu de salaires mensuels ; peu d'adresses postales, etc...

## L'INNOVATION AU KENYA : LA STRATÉGIE DU LEAPFROG OU SAUT DE GRENOUILLE

Une stratégie articulée autour de 6 grandes phases depuis les années 90 :

1. Offres prépayées dans les années 90 ;
2. Paiement mobile dans les années 2000 ;
3. Réseaux sociaux légers dans les années 2010 (Facebook par SMS) ;
4. E-commerce sur une logique de place de marché toujours dans les années 2010 ;
5. Déclinaisons particulières de l'e-santé, des services financiers et assuranciers ou l'e-gouvernement avec un fort développement de plateformes d'intermédiation, collaboratives ou citoyennes d'échanges, la plupart accessibles par SMS ;
6. Aujourd'hui nouveau leapfrog à venir autour des plateformes et solutions IoT répondant aux problématiques de santé, d'éducation, de sécurité, d'alimentation, de mobilité, d'infrastructures urbaines, d'hygiène, d'énergies...



# I. FICHE D'IDENTITÉ



**Nom officiel :** République du Kenya  
**Nature du régime :** République  
**Chef de l'Etat :** M. Uhuru Kenyatta

## DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

**Superficie :** 580 367 km<sup>2</sup>  
**Population :** 44,9 millions (2015)  
**Capitale :** Nairobi  
**Villes principales :** Nairobi, Mombasa, Kísumu, Eldoret, Nyeri, Meru, Embu  
**Langue(s) officielle(s) :** anglais, swahili  
**Monnaie :** Shilling kenyan ; 1€ = 130 KES (juin 2017)

## DONNÉES ÉCONOMIQUES

**PIB :** 68,9 Mds \$ (2016)  
**PIB par habitant :** 1516,3 \$/habitant (2016)  
**Taux de croissance :** 6% (2016)  
**Taux d'inflation :** 6,7% (2016)

**Principaux clients :** Ouganda 13,5% ; Tanzanie 8,5% ; Royaume Uni 7,7% ;

**Principaux fournisseurs :** Chine 18,2% Inde 12,9% ; Emirats Arabes Unis 8,4%

**Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB :**  
Agriculture : 30% • Industrie : 19% • Services : 50%

Exportations de la France vers le Kenya : 186M€ (2015)  
Importations françaises depuis le Kenya : 93M€ (2015)

## OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES FRANÇAISES

- ➔ **Les applications et plateformes mobiles** aidant à résoudre les problèmes de la vie quotidienne des entreprises, des étudiants, des citoyens et des agriculteurs.
- ➔ **Les Fintech** et toutes les solutions de crédit, de paiement et de transfert d'argent via le numérique
- ➔ **Les solutions IoT** dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la sécurité, de la traçabilité, de la mobilité et des transports, de l'énergie, de l'eau et de l'éducation... à destination des entreprises, des étudiants, des citoyens, des exclus dans les townships et des agriculteurs.
- ➔ **Les solutions e-commerce** via mobile et les solutions logistiques associées.
- ➔ **Les infrastructures :** mettre à leur disposition des infrastructures de télécom efficaces, des plateformes IoT, des outils pour échanger plus facilement et s'affranchir des distances ou encore en connectant les systèmes informatiques pour de meilleures synergies et une expérience client améliorée.

## AVANTAGES

- ➔ **Le taux de pénétration du mobile qui est de 79% contre 51% au niveau mondial.** Or, c'est ce dernier qui est le premier outil d'accès à Internet, et donc à l'information et à de nouveaux services (financiers, sanitaires...), qui transforment la vie des populations.
- ➔ **Le paiement mobile Internet et l'accès aux comptes bancaires en ligne.** Les Africains utilisent cela depuis longtemps et le succès de M-Pesa et des dizaines de services et d'applications déclinées de la solution de paiement en direction de différentes catégories socio-professionnelles le montre bien.
- ➔ **Le coût de la vie, le cadre fiscal et social :** s'installer, investir, et lancer une activité au Kenya est largement facilité par le coût de la vie et le cadre social et fiscal en vigueur dans le pays, très favorable aux entreprises innovantes.
- ➔ **Le nombre d'informaticiens disponibles :** avec plusieurs dizaines de milliers de diplômés par an dans l'informatique il n'est pas compliqué de recruter des codeurs et des développeurs au Kenya et ce à un coût extrêmement compétitif au regard des salaires en Europe.

## FAIBLESSES

- ➔ **L'exclusion économique et sociale :** Le gros défi du Kenya comme du continent reste l'inclusion. L'Afrique compte plus d'1,1 milliard d'habitants dont 40% en zones urbaines. Si dans les zones urbaines des progrès significatifs ont été faits, le continent est immense, et dans beaucoup de régions il n'existe pas de services de télécommunication, notamment en haut débit.
- ➔ **Les infrastructures :** aujourd'hui, le taux de pénétration de l'Internet haut débit est de 26% en Afrique, contre 42% dans le reste du monde. Dans ce contexte, beaucoup d'innovations s'appuient donc sur des solutions mobiles en bas débit, avec des applications qui fonctionnent sur le réseau 2G.
- ➔ **Le niveau des talents :** il est aujourd'hui très difficile de trouver des ingénieurs et des développeurs qui pensent « out of the box » au Kenya. Ce sont surtout des profils d'exécution plus que de conception. L'esprit d'initiative et la prise de risque ne font pas partie de leur culture pédagogique à l'heure actuelle.
- ➔ **Le manque de financement pour les start-up :** le marché du capital risque est encore balbutiant au Kenya malgré les nombreuses opportunités d'investissements qui émergent depuis 5 ans. Il est encore très compliqué de parvenir à trouver du capital d'amorçage et très difficile de parvenir à boucler des rounds d'investissements de série A.
- ➔ **L'insécurité :** Il y a un risque d'attentats terroristes sur l'ensemble du territoire. Le groupe terroriste somalien al-Shabaab a mis à exécution ses menaces suite à l'entrée de troupes kenyanes en Somalie et, depuis 2012, a perpétré plusieurs attentats sur le sol kenyan.

## ACTEURS RENCONTRÉS

ACCÉLÉRATEURS ET INCUBATEURS	iHub ; Nairobi Garage ; M:Lab East Africa
VC, BUSINESS ANGELS ET FONDS D'INVESTISSEMENTS	Novastar Ventures East Africa Fund
POUVOIRS PUBLICS LOCAUX	Linnet Kwamboka, PDG de DataScience LTD et coordinatrice des projets Kenya Open Data et Kenya Open Government Partnership ; Ministère des TIC
INSTITUTIONS ET DIASPORA FRANÇAISES	Service économique régional ; Business France
INDUSTRIELS LOCAUX	Safaricom
START-UP	FarmDrive ; Flare ; M-Kopa ; UmpireRef ; Web4all

## II. ANALYSE DE L'ÉCOSYSTÈME

# START-UP NATION

10110  
010110  
1010110  
010010110  
11011100111  
10001000110011  
1011001 111110  
101110 000010  
101





➤ Le Kenya est un très bon exemple du concept du « leapfrog » - littéralement « saut de grenouille » - que l'on utilise souvent pour parler de l'Afrique : en accédant directement aux dernières technologies, notamment numériques, l'Afrique devrait franchir en une seule fois plusieurs paliers de développement.

➤ La révolution numérique en Afrique de l'Est correspond en effet à une nouvelle manière de penser et de comprendre les opportunités numériques émergentes, et à la façon de les exploiter face aux défis du développement. Ainsi, le taux de chômage élevé (particulièrement chez les jeunes), la pauvreté, le manque d'infrastructures technologiques, ou encore les aléas politiques, ont permis de stimuler la créativité en favorisant les innovations de rupture qui répondent aux besoins, avec des solutions nouvelles adaptées localement.

➤ Cette révolution a été également facilitée par la conception différente de l'entrepreneuriat et de la prise de risque. 99 % des internautes kenyans, soit environ 16 millions de personnes, se servent d'un mobile ou d'une tablette pour consulter Internet, et non d'un ordinateur. Ainsi, les développeurs conçoivent des produits en se plaçant d'abord dans l'optique mobile.

➤ Le secteur financier a été bouleversé par le lancement en 2007 de la plateforme de transfert d'argent mobile M-Pesa. Dans un pays où l'accès aux banques et au crédit faisait largement défaut, M-Pesa a permis à 74% des adultes d'accéder aux services bancaires via mobiles. Les nouveaux développements des services mobiles portent sur l'accès au crédit, la collecte de l'épargne et même le placement des bons du Trésor, mais également sur l'accès à l'énergie en pré-paiement et à la santé (e-diagnostic).

➤ L'innovation digitale a été marquée par des produits tels que M-Farm qui partage des informations de marché avec des agriculteurs via SMS ; Ma3Route qui partage des informations crowdsourcées sur l'état du trafic à ses utilisateurs ; Grafica, un système d'analyse de marché qui permet d'orienter les investissements dans l'énergie solaire, ou encore M-Kopa, un kit solaire qui permet aux ménages à faibles revenus d'accéder à l'énergie solaire tout en remboursant le kit via M-Pesa. Grâce à son partenariat avec MTN, M-Pesa est désormais disponible dans 19 pays, et constitue la pierre angulaire du développement de services mobiles payants.



## FOCUS

### M-Pesa

Lancée en 2007 au Kenya par Safaricom – filiale du groupe Vodafone - l'objectif de M-Pesa était d'abord de résoudre un problème précis : la difficulté pour les populations citadines d'envoyer de l'argent à leur famille restée dans l'arrière-pays. M-Pesa est un système de paiement mobile qui permet de payer, régler ses factures ou une addition et tout simplement envoyer et recevoir de l'argent.

Aujourd'hui, l'application revendique 30 millions d'utilisateurs réguliers dans le monde, dont 18 millions au Kenya, soit 70 % de la population adulte du pays. Grâce à son partenariat avec MTN (opérateur télécom), M-Pesa est désormais disponible dans 19 pays (dont l'Inde, l'Afrique du Sud, le Mozambique et plus récemment la Roumanie), et constitue la pierre angulaire du développement de services mobiles payants.

Safaricom a développé des services liés : depuis 2012, M-Shwari permet de créer un compte d'épargne dès 0,9 centime d'euro, tout en percevant des intérêts, et de recourir au microcrédit. Aujourd'hui, deux prêts par seconde sont contractés via M-Shwari dans le pays. Par ailleurs, le téléphone est devenu un véritable outil de paiement grâce à l'interface Lipa Na M-Pesa – « paie avec M-Pesa » en swahili –, introduite en 2013.

Très vite, les principales enseignes de supermarché, les restaurants mais aussi la compagnie nationale d'électricité et les auto-écoles ont été dotés de leur numéro d'identification, permettant à leurs clients de régler directement leurs factures depuis leur téléphone mobile. Lipa Na M-Pesa représente aujourd'hui 5 % des transactions totales au Kenya, et ce chiffre pourrait passer à 20 % en 2020 selon les prévisions.

[www.mpesa.in](http://www.mpesa.in)



## FOCUS

### Silicon Savannah, le pendant africain de la Silicon Valley.

Silicon Savannah est le terme utilisé en référence à l'écosystème technologique du Kenya. Ce terme a été associé au Technopole de Konza City, lancé en 2013 pour promouvoir le secteur des TIC du Kenya en attirant des innovateurs, des entrepreneurs, des investisseurs internationaux à la recherche de sous-traitants qualifiés à coût peu élevé.

Un partenariat a été signé début juin 2016 entre les gouvernements kenyan et sud-coréen afin de développer une université publique de recherche à Konza City, en partenariat avec le Korean Advanced Institute of Science and Technology (KAIST).

[www.konzacity.go.ke](http://www.konzacity.go.ke)





## ESPACES DE COWORKING, INCUBATEURS, ACCÉLÉRATEURS... UN ÉCOSYSTÈME DE DÉMARRAGE DE PLUS EN PLUS STRUCTURÉ, NOTAMMENT A NAIROBI

De nombreux espaces dédiés à l'innovation, les espaces de coworking, les accélérateurs et incubateurs, se sont développés ces dernières années au Kenya.

### SÉLECTION DE 4 STRUCTURES EMBLÉMATIQUES DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE KENYAN :



#### EXEMPLE

#### 1. Gearbox, entre fablab et accélérateur hardware

Lancé en 2015, Gearbox est à la fois un espace de coworking, un espace dédié à l'innovation et un programme d'incubation optionnel.

Gearbox met à la disposition des étudiants ingénieurs kenyans des machines-outils qui servent à fabriquer des produits industriels (ex. circuits imprimés) et forme les étudiants aux différents procédés de fabrication industrielle tout en fournissant des espaces de travail partagés pour développer des prototypes de produits, et partager idées et savoir-faire.

Gearbox marque le passage d'une innovation digitale principalement dans les services vers une innovation de produits, qui encourage l'industrialisation et le dépôt de brevet.

[www.gearbox.co.ke](http://www.gearbox.co.ke)



#### EXEMPLE

#### 2. M : Lab East Africa :

M: lab East Africa est un consortium de quatre organisations, et se place en chef de file dans l'identification et le développement d'entreprises durables dans « l'économie du savoir ».

Les membres du consortium et leurs rôles sont: eMobilis (éducation, formation, accréditations et certification), la Fondation mondiale du Web (programmes, contenu, formation, éducation), l'école d'informatique de l'Université de Nairobi (recherche académique) et iHub (incubateur). La mission du consortium est de « faciliter l'innovation axée sur la demande des entrepreneurs régionaux, en veillant à ce que des solutions innovantes, à faible coût et à forte valeur ajoutée, puissent être développées et étendues à des entreprises répondant aux besoins sociaux ».



#### EXEMPLE

#### 3. iHub :

iHub est un espace d'innovation et de travail prisée de la communauté tech de Nairobi, dans lequel les entrepreneurs, concepteurs, chercheurs, et programmeurs reçoivent du mentorat, disposent d'une bonne connexion Internet et développent des liens avec la communauté internationale de capital-risque. Lancé en mars 2010 par Erik Hersman, iHub a été un incubateur pionnier en Afrique, et il est désormais l'un des nombreux centres de technologie sur le continent (Nairobi en compte une douzaine).

<http://ihub.co.ke>



#### EXEMPLE

#### 4. Nairobi Garage

Nairobi Garage est un espace de coworking qui fait également office d'accélérateur, avec des dizaines de sociétés kenyanes accompagnées, dont plusieurs via des prises de participation dans le capital. Nairobi Garage fournit aux start-up des espaces de travail fonctionnels et équipés, avec une bonne connexion Internet afin qu'elles puissent se lancer et acquérir une légitimité auprès de leurs clients, sans toutefois avoir à investir dès le début dans des locaux.

<https://nairobigarage.com>

## LES INVESTISSEMENTS DANS LA RECHERCHE ET LE CAPITAL DE DÉMARRAGE POUR LES ENTREPRISES SOCIALES ONT PROPULSÉ LES NOMBREUX PROGRAMMES ET PROJETS TIC DANS LA RÉGION.

Pendant longtemps, la recherche a mis l'accent sur la fracture numérique, mais aujourd'hui elle se concentre sur le lien entre la transformation numérique et l'accélération de la croissance économique.

Le centre d'excellence Oracle de l'université Strathmore de Nairobi, plus connu sous l'acronyme iLabAfrica, a été créé en 2014 et comporte quatre laboratoires de recherche et d'innovation, des espaces de travail ouverts et l'incubateur iBizAfrica qui souhaite par ailleurs développer un fond d'investissement. Par ailleurs, IBM a implanté en 2013 un centre de recherche dédié à l'Afrique, l'IBM Research-Africa, au sein de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Est à Nairobi qui travaille essentiellement sur l'exploitation des données de masse dans le contexte africain

## 5 START-UP EMBLEMATIQUES DE L'ECOSYSTEME KENYAN ET DE L'INNOVATION INVERSEE :



FOCUS

### Farm Drive

*Rencontrées : Rita Kimani et Peris Bosire, co-fondatrices de Farm Drive*

À base de données géographiques, biologiques et d'imageries satellite, FarmDrive a développé un modèle d'analyse du risque de l'activité des petits agriculteurs. L'objectif est de leur ouvrir les portes des institutions financières. 65% des habitants du continent vivent de l'agriculture. Lorsqu'ils auront accès au crédit, ils pourront acheter des intrants, faire des investissements et s'ouvrir les portes de nouveaux marchés.

À la clé, une croissance économique source de réduction de la pauvreté, de la faim et des inégalités. Farm Drive a été lancé en 2015 par Kita Kimani et Peris Bosire et compte 3 000 membres. Plus de 125 000 EUR de prêts ont déjà été facilités par l'application, qui a remporté le Digital Africa Startup Challenge 2017 organisé par l'AFD et BpiFrance.

<https://farmdrive.co.ke>



FOCUS

### M-Kopa

*Rencontrés : Chad Larson, cofondateur et CFO et Deenah Kawira, business manager*

M-Kopa met à la disposition des ménages modestes non-reliés au réseau un kit solaire, qu'ils remboursent grâce à un ingénieux système de paiement par téléphone. En échange d'un premier paiement de 35 USD, la start-up met à disposition des kits « d.light » comprenant un panneau solaire de 8 watts, une radio, une lampe torche, deux lampes LED et un chargeur de téléphone. Les clients déboursent ensuite 0,33 cts d'euros par jour pour faire fonctionner le matériel. Le règlement se fait grâce au service de paiement par mobile M-Pesa. Dès que la somme de 145 euros est atteinte (au bout d'un an si le dispositif est utilisé quotidiennement), ils en deviennent propriétaires. Lancée en 2012, la start-up a éclairé plus de 300 000 ménages au Kenya, en Uganda et en Tanzanie.

[www.m-kopa.com](http://www.m-kopa.com)



FOCUS

### UmpireRef

Le manque d'infrastructures sportives et de documents attestant des règles officielles dans le sport amateur est fréquent dans les pays en développement, et conduit à des problèmes de gestion des ressources, de tricherie lors des tournois, et un manque de visibilité, ce qui rend difficile l'identification des joueurs pour les circuits professionnels.

UmpireRef propose une application mobile afin de permettre aux autorités sportives de documenter les activités sportives en temps réel. Son interface web est connectée à l'application mobile et facilite la gestion et l'organisation des compétitions sportives.

UmpireRef est lauréat du prix Global Innovation for Sports de la fondation Hype remis au moment des jeux olympiques de 2016, qui primait la meilleure start-up africaine utilisant les nouvelles technologies pour encourager le sport.

<https://umpireref.com/>



FOCUS

### Web4All

*Rencontré : Nelson Kwaje, fondateur et teamleader de Web4all et membre de l'initiative Design2Transform*

Web4All est une société de conception de site web, qui fournit des solutions innovantes pour répondre aux besoins locaux, en veillant à l'intégration des « digitally impaired people ». Elle fournit des services de conseil dans la création et le design de sites Internet, la création d'applications mobiles, de solutions de stockage dans le cloud et de recommandations en matière de stratégie numérique.

<http://www.web4all.co/>



FOCUS

### Flare

*Rencontrée : Caitlin Dolkart-Fitzgerald, co-fondatrice*

Le secteur de l'urgence pose des défis au Kenya, où il n'y a pas de prise en charge de type SDIS ou SAMU financés par la puissance publique. Flare répond à ce problème et permet aux patients et aux hôpitaux de voir la localité et la disponibilité des ambulances, grâce à un système de fonctionnement proche de celui d'Uber. L'application permet d'optimiser la logistique, tant l'acheminement des malades que celle du matériel médical, en prenant en compte la contrainte de trafic forte à Nairobi, et en délivrant des informations aux professionnels de la santé sur l'arrivée du patient.

<http://capsule.co.ke/>





# SCALE-UP ECOSYSTEM

10000110  
11101000110100  
00101111100101110  
001100001011100100  
1001100 1001000  
000011 000000  
011111 010111  
011  
01  
10  
1  
0  
11  
101  
110  
100  
001  
0010 11010001  
01011011100110010000  
101011100100111010000  
110011101000110111100



Les investissements dans le secteur des TIC proviennent principalement du secteur privé. L'intérêt pour l'innovation dans la région est croissant, et le succès de ces espaces d'innovation n'a pas échappé aux multinationales du numérique (Google, Facebook, IBM, etc.).

Néanmoins, le soutien aux start-up tend à rester concentré aux niveaux supérieurs de la trajectoire d'une entreprise (>1 M EUR) et est assuré par des fonds de capital-risque, alors que les petits acteurs manquent d'accès au capital de démarrage.

Pour y remédier, l'Autorité kenyane des TIC et le Fonds fiduciaire néerlandais ont lancé en 2015 un projet triennal visant à financer les jeunes entreprises et les TME/PME, et qui met à leur disposition 1,19 M EUR. Le programme cible spécifiquement l'expansion vers les marchés étrangers. De même, le Savannah Fund vise à combler l'écart entre capital de démarrage et fonds de capital-risque en ciblant ses investissements dans la fourchette 23 000 / 475 000 EUR. Le fonds est basé à Nairobi, investi en Afrique de l'Est et fournit un réseau de mentors dans la région et dans la Silicon Valley via un accélérateur.

Les business angels, tant locaux qu'internationaux, sont nécessaires : les derniers ont une capacité de financement plus importante, et apportent leur expérience pour la mise à l'échelle, la stratégie et la gestion de l'entreprise en début de croissance. Les *business angels* locaux fournissent des connexions avec les entreprises locales qui augmentent la côte et donc la valeur de la start-up.

## LA CHINE EST LA PLUS GRANDE SOURCE D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT DU KENYA.

Le Kenya se hisse à la troisième place du podium panafricain des fonds levés en 2016 par les start-up (après le Nigeria et l'Afrique du Sud) avec un total de 92,7 millions de dollars levés par 21 start-up de la Silicon Savannah.



## FOCUS

### **Novastar**

*Rencontrés : Sapna Shah, directrice des investissements et Niraj Varia, directeur des investissements*

Novastar Ventures East Africa Fund a pour vocation d'investir dans des entreprises récentes dont les dirigeants ont pour ambition de transformer des marchés où les consommateurs ont de faibles revenus.

Novastar soutient les entrepreneurs qui apportent des solutions aux problèmes sociaux en déployant des modèles économiques innovants avec un potentiel de croissance rapide, notamment en élargissant l'accès et en améliorant la qualité des services ou biens de base en Afrique de l'Est, et en abaissant les coûts.

Novastar gère un fonds de capital-risque de 80 M USD répond aux besoins des jeunes start-up en offrant des prises de participations minoritaires dès les premières phases de développement.

[www.novastarventures.com](http://www.novastarventures.com)



## FOCUS

### **East Africa Venture Capital Association (EAVCA)**

L'Association de capital-risque de l'Afrique de l'Est («EAVCA») a été fondée en 2013 pour représenter l'industrie du capital-investissement en Afrique de l'Est et donner une voix aux acteurs de l'industrie des VC. L'EAVCA vise à jouer un rôle plus important dans la mobilisation des flux d'investissement dans la région. L'organisation a été fondée par Abraaj, Actis, Africinvest, Catalyst Principle Partners, Centum, Fanisi Capital et TBL Mirror Fund et a pour objectifs :

- Sensibiliser l'industrie numérique et son impact sur le développement économique en Afrique de l'Est.
- Comblent le fossé des connaissances entre les secteurs public et privé sur l'impact du capital-risque sur les entreprises en croissance.
- Donner à l'industrie une meilleure voix afin d'influencer les décideurs au sein du gouvernement et d'autres institutions.
- Fournir aux investisseurs les informations nécessaires pour leur permettre de prendre des décisions d'investissements plus éclairées.
- Générer des opportunités de co-investissement en réunissant les acteurs régionaux.
- Promouvoir l'Afrique de l'Est en tant que destination d'investissement attrayante.
- Développer l'industrie des VC à travers des formations spécifiquement adaptées à la région de l'Afrique de l'Est leur permettant d'étendre leurs connaissances et de créer des transferts de compétences.





**LE KENYA SE HISSE À LA TROISIÈME PLACE  
DU PODIUM PANAFRICAIN DES FONDS LEVÉS  
EN 2016 PAR LES START-UP (APRÈS LE NIGERIA  
ET L'AFRIQUE DU SUD) AVEC UN TOTAL  
DE 92,7 MILLIONS DE DOLLARS LEVÉS  
PAR 21 START-UP DE LA SILICON SAVANNAH.**



# DIGITAL TRANSFORMATION

11101000  
0011001010000  
0100110111101110  
11100111 00011001  
011001 001011  
111000 001011  
10000  
011  
01  
1  
1110  
00011  
1001  
00011  
10011  
001000000  
100100 110100  
11110110 00010000  
10001100001011010  
000111010001100  
01101001011



## LE SOUTIEN APPORTÉ AU SECTEUR DES TIC PASSE PAR UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE :

En 2000, le Kenya a libéralisé le secteur, contribuant ainsi à une révolution informatique qui a stimulé l'innovation locale. Une politique en cinq points a mis l'accent sur le développement des infrastructures (fibre optique), l'optimisation de plateformes mobiles existantes à partir desquelles sont développées des applications, le développement de contenu local adapté aux attentes des populations, le renforcement des capacités humaines, et le développement de partenariats public-privé.

Pendant la période 2000-2009, le taux de croissance du secteur des TIC a été de 23 % en moyenne par an au Kenya, et les investissements ont contribué à environ 1 point de la croissance du PIB. Le secteur a contribué de façon significative à la croissance en 2014 avec 13,4 % de croissance par rapport à 12,3% en 2013. Toutefois, en 2015 la croissance du secteur a ralenti avec 7,3%.

Aujourd'hui, le gouvernement kenyan poursuit ses efforts pour intégrer les TIC dans ses prestations de services (iTax portal), en mettant en œuvre le plan Connected Kenya 2017 qui vise à créer 180 000 emplois et à ce que le secteur contribue à 8% de la valeur des biens et des services produits dans le pays.



### EXEMPLES

#### **Safaricom**

*Rencontré : Thibaut Rérolle, Chief Technology Officer de Safaricom*

Safaricom Ltd. est le premier opérateur de réseau mobile au Kenya. Il est créé en 1997 en tant que filiale en propriété exclusive de Telkom Kenya, puis est racheté par le groupe anglais Vodafone Group Plc. en 2000. Safaricom emploie plus de 1500 personnes, principalement à Nairobi et dans les grandes villes du pays (Mombasa, Kisumu, Nakuru, Eldoret) où sont situés les points de vente. Safaricom dispose de concessionnaires sur l'ensemble du territoire, pour assurer et garantir un accès à ses produits et services à toute la population. Safaricom compte 15 millions d'abonnés.



## UNE VOLONTÉ DE DÉVELOPPER UN GOUVERNEMENT PLUS OUVERT, PLUS TRANSPARENT ET PLUS NUMÉRISÉ :

Le Kenya participe à l'Open Government Partnership, lancé en septembre 2011, lorsque les 8 gouvernements fondateurs (Brésil, Indonésie, Mexique, Norvège, Philippines, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) ont approuvé la Déclaration du gouvernement ouvert et ont annoncé leur plan d'action. Au total, 75 pays participants de l'OGP et 15 gouvernements infranationaux ont pris plus de 2 500 engagements pour rendre leurs gouvernements plus ouverts et plus responsables.

Le Kenya a rejoint ce partenariat dès 2011 et en est aujourd'hui à son second plan d'action (The Republic of Kenya Open Government Partnership National Action Plan II) qui court de 2016 à 2018.

### LES 8 ENGAGEMENTS DE CE SECOND PLAN D'ACTION SONT :

- Un développement plus transparent et participatif des politiques climatiques au niveau national et infranational
- Renforcer les mécanismes préventifs et les sanctions dans la lutte contre la corruption et les pratiques contraires à l'éthique
- Améliorer la transparence du processus législatif
- Publier les contrats de pétrole et de gaz, y compris les informations sur les revenus, pour assurer la transparence et la responsabilité du secteur extractif
- Assurer une plus grande transparence autour des offres et des contrats des particuliers et des entreprises au Kenya
- Créer un processus transparent de passation des marchés publics, un contrôle public des dépenses et garantir l'optimisation des ressources en fonction des priorités des citoyens
- Améliorer l'accès aux informations budgétaires du gouvernement et créer des structures plus larges et plus inclusives pour la participation du public
- Renforcer le droit à l'information en renforçant la gestion des documents et l'accès à l'information



### La Kenya Open Data Initiative

L'ouverture des données publiques a été également une étape très importante. En 2011, le Kenya a développé le Kenya Open Data Initiative, un portail destiné à fournir des données pour soutenir le développement de start-up. Ce projet a été mis en place dans le cadre du Kenya Open Government Partnership. Il constitue une base de données ouverte à tous et accessible sur Internet qui permet, qu'on soit chercheur, décideur, entrepreneur ou simple citoyen, d'avoir accès à des données statistiques sur les indicateurs de développement, les statistiques démographiques, le suivi du budget gouvernemental avec les dépenses du gouvernement, etc. Il a aussi un objectif de transparence des pouvoirs publics vis-à-vis de leurs citoyens.

[www.opendata.go.ke](http://www.opendata.go.ke)



### Le portail e-citizen

Le portail e-citizen a été lancé en août 2014 et permet aux Kenyans d'accéder à une multitude de services publics en ligne. Plus de 1.7 millions de Kenyans se sont déjà enregistrés en ligne, et le portail a collecté 42 M EUR de recettes en 2015. Un identifiant permet de se connecter à un compte unique qui donne accès à l'ensemble des services (permis de conduire, cartes grises de véhicules, passeports, titres fonciers, état civil, etc.). S'agissant des démarches payantes, le site accepte les cartes bancaires ou les paiements mobiles (M-Pesa et autres). Pour les entreprises, des services en ligne G2B (« Government to Business ») leur permettent de s'enregistrer auprès des différentes administrations et d'effectuer les procédures relatives.

[www.ecitizen.go.ke](http://www.ecitizen.go.ke)



## FOCUS

### DataScience LTD

***Rencontrée : Linet Kwamboka, PDG de DataScience LTD, et coordinatrice des projets Kenya Open Data et Kenya Open Government Partnership.***

Fondée en 2013, DataScience est une entreprise de recherche et d'analyse de données qui fournit des prestations de service aux secteurs public et privé (entreprises, start-up, gouvernement, ONG). Elle aide ces derniers à comprendre et utiliser des données disponibles publiquement ou recueillies dans leurs activités respectives, afin d'améliorer leur planification, l'allocation de leurs ressources et d'augmenter leurs profits.

**<http://datascience.co.ke>**



# FRENCH CONNECTION

000001  
1001101  
10111001  
01000000  
0110100101  
00110000101  
1001101  
0100101  
0010101  
0001101  
0000101  
11011001  
001000  
10000111010  
011110001001  
11111001111010  
000001010001001010  
000000  
000000  
001101  
111101





**La France a contribué au dynamisme de l'économie kenyane au cours des dernières années, tant par le financement des infrastructures du pays, que par le canal des investissements réalisés par nos entreprises. Les échanges commerciaux sont quant à eux plus modestes.**

Le stock des investissements directs français représente 10% du total des IDE au Kenya (environ 6 Mds USD). La France serait ainsi le 4ème investisseur au Kenya après le Royaume-Uni, les Etats-Unis et Maurice.

L'intérêt des entreprises françaises pour le Kenya comme destination d'investissements productifs est croissant. La présence historique de Total, Lafarge ou Bolloré et le retour industriel de Peugeot en sont le symbole, mais d'autres entreprises françaises ont franchi le pas au cours des cinq dernières années, telles que Schneider Electric, L'Oréal, Danone, Saint-Gobain, Essilor, Bonduelle, Vinci, Egis, Accor, Sodexo, ou envisagent de le faire prochainement comme Dassault Systèmes, Renault Trucks, OCEA Marine ou encore Société Générale.

L'attractivité du Kenya pour les entreprises françaises est portée par la qualité des infrastructures de communication et des services aux entreprises, par l'ouverture du pays aux investissements étrangers et par la dimension régionale du marché ouvert aux entreprises installées au Kenya.

### **LA COMMUNAUTÉ FRENCH TECH DE NAIROBI**

Une communauté French Tech a été lancée à Nairobi en juin 2017. Cette initiative est portée par six entreprises kenyanes et françaises (Total Kenya, Safaricom, Techno Brain, L'Oréal East Africa, Engie East Africa et Jumia Internet, Sagaci Research). Elle vise à regrouper les jeunes entrepreneurs, les investisseurs, les développeurs, les structures d'incubation et d'accélération ou encore les centres de recherche ou d'application publics et privés actifs dans le domaine de l'innovation à Nairobi – près de deux cents structures identifiées. L'objectif de la communauté French Tech de Nairobi est de favoriser l'interaction entre les écosystèmes de l'innovation d'Afrique de l'Est et français. A ce titre, elle assurera la diffusion large des opérations d'attractivité de la French Tech (French Tech Ticket) auprès de l'écosystème de Nairobi mais lancera également ses propres concours d'innovation avec l'appui des grandes entreprises fondatrices. La Communauté French Tech de Nairobi soutiendra également les initiatives en faveur de l'entreprenariat des jeunes, qui constitue une priorité absolue des autorités kenyanes, préoccupées par la valorisation du dividende démographique du pays.



**DIGITAL**  
**DISRUPTION** | **LAB**

POWERED BY MEDEF

# III. REMERCIEMENTS

Nous remercions les personnes qui nous ont aidées à la réalisation de ce document.

**Antoine SIVAN**

Ambassadeur de France au Kenya

**Benoît GAUTHIER**

Chef du service économique régional pour l'Afrique de l'Est et l'océan Indien

**Anne JONCHERAY**

Attachée sectorielle

Service économique régional pour l'Afrique de l'Est et l'océan Indien

**Xavier CHATTE-RUOLS**

Directeur pour l'Afrique de l'Est

Business France

**Marie-Gabrielle ROSENBLIEH**

Conseillère export, pôle Tech et Services

Business France

**Ainsi que toutes les personnes rencontrées lors de ce déplacement.**

Cette synthèse a été effectuée dans le cadre de la mission Digital Disruption Lab, en novembre 2017.

## **SOURCES :**

Note du service économique régional sur la révolution numérique au Kenya et en Afrique de l'Est,  
Anne Joncheray et Benoît Gauthier, janvier 2016

ICT Authority Strategic Plan 2013 – 2018

**WWW.DIGITALDISRUPTIONLAB.INFO**

**MISSION RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DE**



Ce document a été réalisé par Olivier MIDIÈRE et Pauline FIQUEMONT.



# DIGITAL | LAB DISRUPTION

## Présentation de l'écosystème numérique kenyan

[WWW.DIGITALDISRUPTIONLAB.INFO](http://WWW.DIGITALDISRUPTIONLAB.INFO)

Contact :  
Pauline FIQUEMONT  
Direction Recherche, innovation et numérique  
MEDEF  
[pfiquemont@medef.fr](mailto:pfiquemont@medef.fr)

POWERED BY MEDEF

